

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité territoriale : Saône-et-Loire		Subdivision : 71-C	
Nom(s) du ou des inspecteurs : Gaëlle LÉVITE Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 7 novembre 2013 Date de l'inspection : 26 novembre 2013 Type d'inspection : <input type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input type="checkbox"/> annoncée <input type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle			
Motif de la planification : Respect des fréquences de visite définies par le Plan Stratégique de l'Inspection			
Société : THERMODYN Commune : Le Creusot Activité : Fabrication de turbines et compresseurs		AS / A / D / NC Priorité : A enjeux	
Liste des installations inspectées : ensemble du site Thèmes : eau, déchets et suite de l'inspection du 16 novembre 2010 Référentiels de l'inspection : arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 1995			
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : M. FOREST : responsable HSE Mme BRACHOT : coordinatrice HSE Mme VIGO : responsable maintenance			
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : Le site est très bien entretenu et la thématique environnementale est suivi avec intérêt. Suite à des modifications de l'usine, un dossier de régularisation a été fourni à la DREAL en février 2010. En réponse, en 2013, la DREAL demandait des compléments. La société a donc décidé de changer de bureau d'études et le nouveau dossier est en cours de rédaction. Lors de l'inspection, quelques remarques ont été formulées : le plan des réseaux d'eau est à mettre à jour et à légender • une convention avec Véolia, exploitant de la station d'épuration de Torcy, doit être signée • les rétentions doivent être propres et vides.			
Suites envisagées : L'exploitant devra mettre en œuvre les dispositions qui s'imposent afin de répondre aux non-conformités et observations répertoriées ci-dessus et en rendre compte à l'inspection des installations classées.			
Liste des documents établis suite à la visite : Tableau des constats.- Lettre à l'exploitant.			
Date et signature : Dijon, le 11 décembre 2013 <div style="text-align: right;"> L'Inspectrice de l'Environnement, SIGNE, Gaëlle LÉVITE </div>			
Vérificateur et approbateur : Dijon, le 11 décembre 2013 <div style="text-align: right;"> Le responsable du groupe risques chroniques et impacts, SIGNE, Yves LIOCHON </div>			

TABLEAU DES CONSTATS D'ECARTS ET DES CONSTATS PERTINENTS

THERMODYN - Le Creusot Visite d'inspection du 26 novembre 2013

Référentiel : arrêté préfectoral du 21 décembre 1995

Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
<u>PREVENTION DE LA POLLUTION AQUEUSE :</u>			
3.1.3	<u>Consommation d'eau :</u> L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles, et notamment à l'occasion des remplacements de matériel et de réfection des ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement, et plus particulièrement en ce qui concerne les eaux d'origine souterraine. Les consommations seront notées sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.	Absence de remarque	La consommation d'eau fait l'objet d'un suivi mensuel.
3.2.1	<u>Séparation des réseaux de rejet :</u> <u>Eaux pluviales :</u> Les eaux pluviales seront collectées et rejetées dans le milieu naturel.	Absence de remarque	Les eaux pluviales sont collectées et sont traitées dans des séparateurs à hydrocarbures avant rejet. Les 5 séparateurs installés sur le site sont vidangés chaque année et sont pourvus de système d'alarme en cas de trop-plein.
3.2.2	<u>Les eaux industrielles :</u> <u>a) Les eaux de refroidissement :</u> Elles seront collectées et évacuées par le réseau d'eaux industrielles du site à destination du milieu naturel via « le grand collecteur ».	Absence de remarque	Les eaux de refroidissement sont maintenant en système fermé, à part pour les épreuves hydrauliques.
	<u>b) Les eaux de rinçage de l'installation de ressuage :</u> Représentant un volume annuel de 602 m3, elles seront collectées et traitées par passage sur charbon actif avant rejet au milieu naturel. <u>Normes de rejet :</u> 5,5 < pH < 8,5. T° < 30 °C. MES < 100 mg/L. DBO5 < 100 mg/L. DCO < 300 mg/L. N (global) < 15 mg/L. Hydrocarbures totaux < 10 mg/L.		Le charbon actif a été supprimé. Maintenant, les eaux de rinçage de l'installation de ressuage sont évacués en tant que déchet par la société Merlin.
3.2.3	<u>Eaux vannes et sanitaires :</u> Elles seront collectées et évacuées par le réseau d'eaux usées	Remarque	La convention avec la station de traitement de Torcy est en cours de négociation, étant donné que le site ne dispose pas encore de plan des réseaux mis à jour.

	qui sera raccordé au réseau d'assainissement existant à destination de la station d'épuration de Torcy. Les normes de rejet devront faire l'objet d'une convention passée entre le pétitionnaire et le gestionnaire du réseau d'assainissement.		Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'IIC cette convention signée au cours du premier semestre 2014.
3.3	<u>Règles d'exploitation :</u> L'exploitant doit tenir à jour un schéma des circuits d'eaux, faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toute origine. Un registre sur lequel seront notées les opérations d'entretien et de réparation des diverses installations d'évacuation des eaux résiduaires, et les résultats des contrôles qualité des rejets sera régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'IIC.	Remarque	Le plan des réseaux est en cours de mise à jour. Seul un plan provisoire a pu être montré pendant l'inspection. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'IIC un plan mis à jour et légendé de son site.
3.4.1	<u>Déversement accidentel des capacités de stockage :</u> A toutes capacités ouvertes ou fermées des liquides polluants ou toxiques, implantées dans les ateliers ou à l'extérieur, seront associées des capacités de rétention étanches, incombustibles et inattaquables. Le volume de la capacité sera au moins égal au plus grand des volumes suivants : volume de la plus grande des capacités concernées ou 50 % du volume des capacités concernées par une même cuvette.	Remarque	Les rétentions présentes sur le site ne sont pas toutes vides et propres. Il est demandé à l'exploitant de veiller à ce que les rétentions restent vides et en bon état.
3.4.2	<u>Déversement accidentel par les tuyauteries de liaison :</u> Les tuyaux flexibles de raccordement placés entre la capacité fixe ou mobile en vue d'un transvasement ainsi que les raccords eux-mêmes seront considérés comme source potentielle de pollution accidentelle. Les aires concernées seront aménagées pour que les liquides répandus accidentellement puissent être, soit retenus et récupérés, soit dirigés vers une capacité de rétention étanche, à moins que des systèmes automatiques de fermeture préviennent tout départ. Toutes dispositions devront être prises pour assurer l'évacuation éventuelle de ces liquides après accident et leur traitement.	Absence de remarque	

ELIMINATION DES DECHETS

6.3	<u>Stockage temporaire des déchets :</u> Le stockage temporaire des déchets s'effectuera à l'intérieur de l'entreprise. Il se fera dans des conditions qui ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) et aux populations avoisinantes. Les stockages de déchets liquides ou pâteux se feront en	Absence de remarque	
-----	--	---------------------	--

	<p>cuvette de rétention étanche, résistant à l'attaque des produits stockés et à la pression des fluides. Le volume total stocké doit pouvoir être retenu afin de ne pas provoquer de pollution accidentelle.</p> <p>Le stockage de déchets solides se fera sur aire étanche. Si ces déchets peuvent être soumis à la pluie, l'aire doit pouvoir retenir ces eaux. Celles-ci seront récupérées et traitées à moins qu'elles n'aient les caractéristiques prévues au paragraphe 3.2.2.</p>		
6.4.1	<p><u>Registre de comptabilité et de suivi des déchets :</u></p> <p>L'élimination fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'IIC. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - origine, composition, quantité - nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement - destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale. <p>Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'IIC pendant une durée d'au moins deux ans.</p>	Absence de remarque	Le registre est complet et mis à jour. Les changements dûs à la parution de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 ont été pris en compte.

PROTECTION CONTRE L'INCENDIE ET L'EXPLOSION

7.2.5	<p><u>Registre de contrôle :</u></p> <p>Le responsable de la sécurité doit tenir un registre de contrôle, d'entretien et de manœuvre des dispositifs de lutte contre l'incendie et l'explosion. Sur ce cahier, doivent figurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dates des visites de contrôles de ces dispositifs ainsi que les observations faites par les visiteurs et toutes anomalies de fonctionnement qui seront constatées, - les dates des exercices effectués par les équipes de secours ainsi que toutes observations ayant trait aux interventions éventuelles. <p>Ce registre doit être tenu, en permanence, à la disposition des services publics de lutte contre l'incendie et de l'IIC.</p>	Absence de remarque	Le registre de contrôle est tenu à jour et complet, sous forme informatique. Il fait apparaître par exemple les incidents mineurs (tel que le début d'un feu, vite maîtrisé par le personnel) ou les exercices de tout genre (évacuation, extincteurs...).
-------	--	---------------------	--

AUTRES VERIFICATIONS

	<p><u>La surveillance des eaux souterraines :</u></p>	Absence de remarque	Il existe trois piézomètres sur le site. Une analyse sur les hydrocarbures est réalisée tous les deux ans. La dernière campagne date de septembre 2011 où la quantité d'HCT est pour chaque point en-dessous de la limite de quantification.
--	---	---------------------	--

OBSERVATIONS FAITES LORS DE LA DERNIERE INSPECTION :

3.4 (AP 95)	<p><u>Confinement des eaux d'incendie :</u> Pour le confinement en cas d'incendie, l'établissement dispose d'obturateurs d'égout (coussin) et il est envisagé de mettre en place dans le réseau d'eaux pluviales trois dispositifs d'obturation par ballons gonflables. Il est demandé à l'exploitant de mettre effectivement en place les trois dispositifs d'obturation et de transmettre les justificatifs de la bonne réalisation des travaux à l'IIC.</p>	Absence de remarque	Trois obturateurs ont été installés sur le site en 2011
4.1 et 4.2	<p><u>Surveillance des rejets en composés cadmiés dans l'air :</u> Suite à la remarque de l'inspection, une mesure de l'ambiance de travail a été faite au poste de meulage après soudure. Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser également une mesure des rejets à l'atmosphère.</p>	Remarque	Une mesure a été réalisée en février 2011 où un dépassement en cadmium a été mesuré. Afin de pallier à cette non-conformité, il a été décidé fin 2011 de ne plus utiliser de cadmium.
7.2.3 (AP 95)	<p><u>Équipement de lutte contre l'incendie :</u> L'établissement comporte 4 poteaux incendie. Ces équipements sont vérifiés tous les ans. Il dispose également d'une bouche incendie au niveau du sol. Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que cette bouche est également vérifiée et qu'elle permet effectivement le branchement d'une lance incendie.</p>	Absence de remarque	<p>Tous les équipements de lutte contre l'incendie ont été vérifiés en 2013.</p> <p>A présent, 6 poteaux sont installés sur le site.</p>
AM 2004	<p><u>Tour aéroréfrigérante :</u> Les fiches de résultat des analyses légionelle ne font pas toujours référence au point de prélèvement, l'exploitant veillera à ce que soit mentionné correctement le point de prélèvement sur le PV de contrôle.</p> <p>Les eaux de la tour doivent faire l'objet d'un contrôle avant rejet dans le réseau pluvial conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 13/12/04. L'exploitant devra s'assurer que ces contrôles sont bien effectués par l'entreprise sous-traitante et que les rejets respectent les normes fixées.</p>	Absence de remarque	<p>Les tours font l'objet chaque mois de vérification et analyses de légionelle. Aucune de ces analyses ne montre de dépassement.</p>